ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 9 novembre 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux épreuves de carrière des agents de l'Etat", a donné le 27 janvier 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 9e november 1963 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de loopbaanexamens van de Rijksambtenaren", heeft de 27e januari 1964 het volgend advies gegeven :

Ainsi qu'il est suggéré dans l'avis relatif au statut du 2 octobre 1937 (L.8594), la matière qui fait l'objet de l'alinéa 1er de l'article 2 devrait être réglée par une disposition du statut laquelle en constituerait l'article 21bis.

\+

\+ \+

L'article 3, alinéa 2, du projet permet aux autorités chargées de l'organisation des concours de recrutement, avec l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions ou avec l'accord du secrétaire permanent, de dispenser les candidats de tout ou partie du concours lorsque leur nombre est égal ou inférieur au nombre d'emplois mis en compétition .

En cas de dispense totale du concours, il est à noter que les candidats admis n'auront pas subi le concours d'admission prévu par le statut. Cette dispense met en échec le principe du recrutement selon le mérite, qui est un des principes de base du statut.

En outre, la dispense du concours, qu'elle soit totale ou partielle, aura pour effet de modifier, après la clôture de la liste des participants, les conditions d'admission telles qu'elles ont été annoncées dans l'appel aux candidats, puisqu'il dépendra des autorités chargées de l'organisation du concours de décider après la clôture des inscriptions de renoncer en tout ou partie au concours.

Même la dispense d'une partie du concours de recrutement appelle des réserves d'ordre juridique. Cette dispense ne pourrait être accordée que pour les épreuves pour lesquelles une dispense éventuelle aurait été annoncée dans l'appel aux candidats : l'éventualité de conditions moins rigoureuses aurait pu décider certaines personnes à s'inscrire à l'épreuve annoncée.

Le Conseil d'Etat propose ci-après un texte tenant compte de cette remarque.

\+

\+ +

L'article 4, alinéa 3, du projet débute par les mots "Sans préjudice de l'article 6, § ler, de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique ... ".

Il convient de supprimer toute référence à la loi du 27 juillet 1961 puisque, dans le but de favoriser le reclassement des anciens agents d'Afrique dans le secteur public, cette loi prévoit notamment un ensemble de mesures particulières applicables au recrutement d'agents de l'Etat et réservant un certain nombre d'emplois aux bénéficiaires de cette loi. La situation des anciens agents d'Afrique doit être uniquement réglée par la loi du 27 juillet 1961 et par des arrêtés royaux, pris en exécution de cette loi. Il y a lieu de noter, d'ailleurs, que la durée de l'application de cette législation est assez brève (article 6, § 4, de la loi du 27 juillet 1961).

L'article 4, alinéa 4, du projet dispose :

"Sans préjudice de la loi des priorités des 3 août 1919 et 27 mai 1947, les lauréats sont classés à l'intérieur de chaque groupe selon l'ordre d'importance des points qu'ils ont obtenus".

.../...

Cette disposition pourrait faire croire que la législation sur les priorités s'applique également aux lauréats qui ont participé au concours en qualité d'agent de l'Etat. Or, ceux-ci ne pourront jamais invoquer leur qualité de prioritaire, puisqu'ils doivent être considérés comme étant "reclassés". Afin d'éviter toute contestation sur ce point, il est proposé de supprimer la référence à la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 en ce qui concerne le classement des lauréats, agents de l'Etat.

Le Conseil d'Etat propose ci-après un texte pour les alinéas 2 à 4 de l'article 4 qui tient compte de ces remarques.

\+
\+ \+

Dans l'établissement du projet, il semble avoir été perdu de vue que parmi les lauréats, agents de l'Etat, il peut y avoir des candidats qui participent au concours non pas pour être nommés à un emploi mis en compétition mais pour pouvoir se prévaloir d'une réussite qui doit leur permettre de se présenter plus tard à l'examen auquel est subordonnée leur promotion par accession. Il s'agit ici de l'application des articles 40 et 52 du projet intitulé "arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat" (L. 8595). Ces lauréats n'entrent pas en compte pour l'attribution des emplois qui forment l'enjeu du concours (article 40, alinéa 3, du projet précité). Il conviendrait, dès lors, de compléter le projet par des dispositions réglant le cas particulier de ces lauréats ainsi q celui, qui est analogue, des lauréats, agents de l'Etat des niveaux 2 ou 4 qui, ayant participé au concours en vue d'être nommés à un des emplois mis en compétition, renoncent à une nomination à cet emploi pour pouvoir participer ultérieurement, soit à l'examen de direction, visé à l'article 40 du projet précité, soit à l'examen de confirmation

L'article 6 règle l'attribution des emplois mis en compétition. En principe, ceux-ci sont conférés aux lauréats selon l'ordre du groupe de classement qui leur est propre, en accordant la préférence alternativement à un lauréat du premier groupe et à un lauréat du second groupe. Cette règle devrait aboutir normalement à attribuer une moitié des emplois aux lauréats agents de l'Etat et l'autre moitié aux candidats étrangers à l'administration. Or, cette règle subit une exception importante puisque l'alinéa 4 de cet article dispose : "Toutefois, quel que soit son numéro de classement, le candidat étranger à l'administration cède sa préférence pour la nomination, aux candidats, agents de l'Etat, qui ont obtenu au moins autant de poins que lui au concours, tout en ayant dans leur groupe un numéro de classement supérieur au sien".

Il importe d'être attentif à cet égard, à l'incidence que peuvent avoir l'une sur l'autre la règle d'alternance et celle qui accorde la préférence aux candidats, agents de l'Etat, qui ont obtenu plus de points que les candidats étrangers à l'administration.

Il faut, en effet, envisager notamment l'hypothèse dans laquelle un certain nombre de candidats, agents de l'Etat, bénéficiant d'un nombre de points élevé, feraient, l'un après l'autre, échec à la règle qui prévoit l'alternance des deux groupes. S'ils sont suivis, dans leur groupe, de candidats, agents de l'Etat, ayant obtenu moins de points que plusieurs candidats étrangers à l'administration, qui ont été ainsi dépassés, on peut se demander si l'égalité des deux groupes ne doit pas être ensuite rétablie, en faisant successivement appel à ces candidats étrangers à l'administration, jusqu'à ce qu'un nombre égal de candidats de chacun des groupes aura été admis.

Si tel n'était pas le cas, quelques bons candidats du premier groupe pourraient entraîner avec eux des candidats assez médiocres du même groupe au détriment de bons candidats du second groupe.

On pourrait, à ce propos, imaginer l'exemple suivant : on peut supposer qu'il y a 10 candidats admissibles dans chaque groupe, bénéficiant respectivement des points suivants :

Premier groupe		Second groupe	
A_1	99 points	B_1	80 points
A_2	95 points	B_2	75 points
A_3	90 points	B_3	70 points
A_4	85 points	B_4	68 points
A_5	65 points	B_5	67 points
A_6	64 points	B_6	66 points
A_7	63 points	B_7	65 points
A_8	62 points	B_8	64 points
A_9	61 points	B_9	63 points
A_{10}	60 points	B_{10}	62 points

La première place revenant normalement au candidat A_1 et les candidats A_2, A_3, et A_4 l'ayant emporté, en vertu de l'article 6, alinéa 4, sur le candidat B_1 , il y a déjà quatre places attribuées à ce moment à des candidats du premier groupe.

Ne devrait-on pas ensuite attribuer d'abord les quatre places suivantes aux candidats B_1, B_2, B_3 et B_4, du second groupe, qui ont obtenu un meilleur résultat que le candidat A_5 du premier groupe, avant de reprendre l'ordre d'alternance pour A_5, B_5, A_6, B_6, A_7, B_7...?

Si telle était l'intention du Gouvernement, le texte devrait être précisé et l'on devrait ajouter à l'article 6 un cinquième alinéa, rédigé comme suit :

"Si un ou plusieurs candidats du premier groupe ont bénéficié de cette priorité, il est ensuite procédé, s'il y a lieu, à la nomination des candidats du second groupe ainsi dépassés, dans la mesure où ceux-ci ont obtenu plus de points que le candidat suivant du premier groupe".

En effet, sans un texte de ce genre, on pourrait croire que, dans l'exemple cité, les candidats devraient être admis dans l'ordre suivant :
A_1, A_2, A_3, A_4, B_1, A_5, B_2, A_6, B_3, A_7, B_4, A_8, B_5, A_9, ...

Le dernier système est sans doute compatible avec la loi sur les priorités dont l'article 6, alinéa 1er, dispose : "Les droits accordés en vertu des articles 4 et 5 de la présente loi ne s'appliquent qu'à l'entrée en fonctions. Ils ne peuvent non plus être invoqués contre un fonctionnaire, agent ou employé , qui sollicite, soit une promotion, soit un changement de résidence ou d'emploi dans le service public auquel il est déjà attaché".

Mais le projet devrait être complété afin de régler le cas où il y a compétition entre lauréats, agents de l'Etat, et lauréats, étrangers à l'administration et bénéficiaires d'une priorité absolue en vertu de l'article 4, alinéa 1er, de la loi précitée sur les priorités. En effet, il a été perdu de vue que le nombre de points obtenu par ces derniers lauréats n'est pas un élément constitutif de leur classement par rapport aux autres

.../...

candidats de leur groupe. Il faut donc rechercher, pour eux, un autre critère. Ce critère, destiné à être comparé à un critère établi par un nombre, devrait être lui-même réduit en un nombre. Celui-ci pourrait être fixé fictivement au nombre de points obtenu par le candidat du second groupe auquel le nombre le plus élevé de points a été attribué.

\+

\+ \+

L'article 8 dispose :

"En application de l'article 6, § 1er, dernier alinéa de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, le quota réservé prévu par cet article est fixé, pour chaque concours de recrutement à un emploi permanent des administrations de l'Etat, à 50 p.c. du nombre d'emplois auxquels peuvent prétendre les lauréats qui ont participé à ce concours en qualité d'étranger à l'administration".

Cet article n'a pas sa place dans le présent projet puisqu'il constitue une mesure d'exécution de la loi du 27 juillet 1961,

Au surplus, telle qu'elle est rédigée, cette disposition peut appeler de sérieuses réserves quant à sa conformité à l'article 6 de la loi précitée.

\+

\+ \+

Article 10.

Au sujet de cet article le Conseil d'Etat renvoie à l'observation qu'il formule à propos de l'article 22 nouveau du statut du 2 octobre 1937 (L.8594/1).

Les articles 17 et 18 confient à certains Ministres le pouvoir de fixer le programme des épreuves ainsi que les "modalités essentielles d'organisation de ces épreuves". Celles-ci concernent notamment, aux termes de l'alinéa 2 de l'article 18, "l'agencement interne des épreuves, le mode de cotation et la qualification requise des membres des jurys".

Or, l'article 21 du projet intitulé "Arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat" (L.8594) prévoit que "les règles générales concernant l'organisation des concours de recrutement sont fixées par Nous". Il y a donc une certaine discordance entre ce texte et les articles 17 et 18.

D'autre part, il convient de souligner les inconvénients que la division du pouvoir réglementaire en matière d'organisation des épreuves présentera dans la pratique. Etant donné qu'aucune règle générale fixée par le Roi et applicable à toutes les épreuves ou à certaines d'entre elles ne subsistera, les Ministres seront obligés, avant de pouvoir fixer ou modifier les modalités d'organisation des épreuves, de demander l'avis du comité de consultation syndicale compétent.

Jusqu'à présent, la matière de l'organisation des épreuves était réglée uniquement sur le plan interdépartemental et ressortissait donc au comité général de consultation syndicale, même pour les épreuves propres à un département, puisque celles-ci étaient soumises aux dispositions du statut et de l'arrêté royal du 20 janvier 1939. Or, le projet confie à chaque Ministre

.../...

la matière de l'organisation des épreuves propres à son département, ce qui entraîne l'obligation de saisir le comité départemental de consultation syndicale. Il en résultera un recours plus fréquent à la consultation syndicale, provoqué par la multiplication des règlements en matière d'organisation des épreuves.

\+

\+ +

A l'article 21, il convient de mentionner tous les arrêtés qui ont modifié l'arrêté royal du 20 janvier 1939.

\+

\+ +

Pour le surplus, le projet appelle les remarques de forme suivantes, groupées, de même que les nouveaux textes proposés, sous les articles qui les concernent.

ARRETE ROYAL RELATIF AUX EPREUVES DE RECRUTEMENT ET DE CARRIERE DES AGENTS DE L'ETAT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937, portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par l'arrêté royal du ... ;

.../...

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié notamment par l'arrêté royal du ... ;

Considérant que si les épreuves de recrutement sont destinées à vérifier les capacités des candidats, elles doivent avoir pour but moins de contrôler leurs connaissances de matières classiques que de permettre à apprécier leur degré de formation eu égard aux exigences particulières aux fonctions qu'ils auront à exercer;

Considérant que, dès lors, il y a lieu d'admettre des règles souples pour la fixation des programmes et l'organisation pratique des épreuves;

Considérant que pour assurer une équivalence entre des épreuves organisées en vue de la nomination à des grades de même niveau ou de même rang il est néanmoins nécessaire que des directives soient données par le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions;

Considérant que le déroulement rapide des épreuves est une condition de leur efficacité;

Considérant qu'à cet effet, il est souhaitable de confier aux chefs d'administration le soin d'organiser certaines épreuves de recrutement ainsi que toutes les épreuves de carrière, qui sont ultérieurement imposées aux agents de l'Etat pour leur avancement au sein d'un même niveau;

Considérant que l'instauration d'un concours unique accessible à la fois aux agents de l'Etat et aux candidats étrangers à l'administration ne doit pas avoir pour effet de diminuer les possibilités de promotion des agents déjà en fonctions;

... (comme au projet) ... ,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE PREMIER. - DES CONCOURS DE RECRUTEMENT.

Article 1er.-

Dans le courant du premier trimestre de chaque année, les Ministres font connaître au secrétaire permanent au recrutement :

1° le nombre des agents de chaque grade et de chaque rôle linguistique des niveaux 2, 3 et 4 qui devront être recrutés dans les douze mois qui suivent;

2° les concours de recrutement dont ils désirent se réserver l'organisation en application de l'article 21 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

En cas d'urgence, des communications complémentaires peuvent être faites à d'autres époques.

Article 2.-

L'autorité chargée de l'organisation du concours arrête la liste des candidats et les convoque par lettre recommandée à la poste.

Article 3.-

§ 1er. L'autorité chargée de l'organisation d'un concours de recrutement peut modifier les conditions d'admissibilité prévues à l'article 16, § 1er, alinéa 1er, 5° et 6°, et alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, avec l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, s'il s'agit d'un concours organisé par le secrétaire permanent au recrutement, et avec l'accord de ce dernier, s'il s'agit d'un autre concours.

.../...

§ 2. Lorsque le nombre d'inscriptions à un concours de recrutement auquel s'inscrivent uniquement des candidats en qualité d'étranger à l'administration est égal ou inférieur au nombre d'emplois mis en compétition, l'autorité chargée de l'organisation de ce concours peut, moyennant l'accord prévu au § 1er, dispenser les candidats de tout ou partie du concours de recrutement.

Il ne pourra être fait usage de cette faculté que si l'octroi d'une dispense éventuelle a fait l'objet de la publication prévue à l'article 21bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et pour les épreuves mentionnées dans cette publication.

Article 4.-

Les lauréats des concours de recrutement sont répartis en deux groupes.

Le premier groupe comprend les lauréats qui ont participé au concours en qualité d'agent de l'Etat. Ceux-ci sont classés dans ce groupe selon l'ordre d'importance des points qu'ils ont obtenus.

Le second groupe comprend les lauréats qui ont participé au concours en qualité d'étranger à l'administration. Sans préjudice de l'application de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, ces lauréats sont classés selon l'ordre d'importance des points qu'ils ont obtenus.

.../...

Article 5.-

...

(alinéa 2). Il porte à la connaissance de tous les candidats ...

Article 6.-

...

(alinéa 4). Toutefois, quel que soit son numéro... un numéro de classement moins favorable que le sien.

(alinéa 5). Si un ou plusieurs ... (voir observation sous l'article 6).

Article 7.-

Lorsque tous les candidats d'un groupe ont été nommés, l'excédent des emplois disponibles est attribué aux lauréats de l'autre groupe.

Article 8.-

... (à supprimer) ...

Article 9.-

En vue de leur affectation, les lauréats peuvent exprimer leur préférence pour un emploi déterminé. Il est tenu compte de leur désir dans la mesure des possibilités et dans l'ordre de leur classement.

Les demandes ... (amendements introduits par lettre du Ministre du 28 novembre 1963)...

.../...

Article 10.-

... (voir observation relative à cet article)...

CHAPITRE II. - DES EPREUVES DE CARRIERE.

Articles 11 à 14.-

... (texte du Gouvernement) ...

Article 15.-

Les examens de confirmation ... ainsi que toutes les autres épreuves de carrière qui ...

Article 16.-

... (texte du Gouvernement) ...

CHAPITRE III. - DE L'ORGANISATION DES EPREUVES ...

Articles 17 à 20.-

... (texte du Gouvernement, en remplaçant à l'article 17, §§ 1er et 2, et à l'article 19, l'expression "qui a sous son autorité le service chargé de la sélection et de la formation" par l'expression "qui a la fonction publique dans ses attributions") ...

.../...

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 21.-

L'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement, modifié par les arrêtés royaux des 3 janvier 1940, 1er décembre 1958, 7 juillet 1960, 16 février, 23 mars et 24 mars 1961 et 16 août 1962, est abrogé.

Articles 22 et 23.-

... (texte du Gouvernement) ...

...

...

Zoals in het advies betreffende het statuut van 2 oktober 1937 (L. 8594) in overweging is gegeven, zou de stof van het eerste lid van artikel 2 moeten worden geregeld in een bepaling van het statuut welke artikel 21bis ervan zou worden.

\+

\+ \+

Krachtens artikel 3, tweede lid, van het ontwerp, kunnen de overheden die met de inrichting van de vergelijkende wervingsexamens belast zijn, met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, of met de instemming van de vaste wervingssecretaris, de kandidaten geheel of gedeeltelijk van het vergelijkend examen vrijstellen, wanneer hun aantal gelijk is aan of kleiner is dan het aantal in competitie gestelde betrekkingen.

Op te merken valt dat, bij algehele vrijstelling van het vergelijkend examen, de toegelaten kandidaten het in het statuut voorgeschreven vergelijkend examen voor toelating niet zullen hebben afgelegd. Die vrijstelling doet afbreuk aan een van de grondbeginselen van het statuut, namelijk dat aanwerving plaatsheeft volgens verdienste.

Vrijstelling van het vergelijkend examen, zowel gehele als gedeeltelijke, zal tot gevolg hebben dat, na het afsluiten van de deelnemerslijst, de toelatingseisen, zoals die in de oproep tot gegadigden waren aangekondigd, zullen moeten worden gewijzigd, want van de overheden die met het organiseren van het vergelijkend examen zijn belast, zal het, na de sluiting van de inschrijvingen, afhangen of geheel of gedeeltelijk van het vergelijkend examen zal worden afgezien.

.../...

Zelfs aan vrijstelling van een gedeelte van het vergelijkend wervingsexamen zijn juridische bezwaren verbonden. Zodanige vrijstelling zou alleen kunnen worden verleen voor de examengedeelten waarvoor in de oproep tot gegadigden eventuele vrijstelling was aangekondigd; het vooruitzicht minder strenge eisen gesteld te zien, had sommigen kunnen aansporen zich voor het aangekondigde examen te laten inschrijven.

De Raad van State stelt hierna een tekst voor, waarin met deze opmerking rekening is gehouden.

\+

\+ \+

Artikel 4, derde lid, van het ontwerp begint met de woorden "Onverminderd de bepalingen van artikel 6, § 1, van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders in Afrika ...".

Iedere verwijzing naar de wet van 27 juli 1961 moet worden geschrapt, want met het oog op de wederopneming van gewezen Afrika-ambtenaren in de overheidssector, stelt die wet onder meer een aantal bijzondere maatregelen vast die op de werving van Rijksambtenaren toepassing vinden en een vast aantal betrekkingen voorbehouden voor degenen die het voordeel ervan genieten. De toestand van de gewezen ambtenaren van Afrika moet uitsluitend worden geregeld in de wet van 27 juli 1961 en in koninklijke besluiten vastgesteld ter uitvoering van die wet. Overigens moet worden opgemerkt dat de toepassing van die wetgeving van vrij korte duur is (artikel 6, § 4, van de wet van 27 juli 1961).

.../...

Artikel 4, vierde lid, van het ontwerp bepaalt :

"Onverminderd de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, op het prioriteitsrecht, worden de laureaten in iedere groep gerangschikt volgens het aantal punten dat zij behaalden".

Deze bepaling kan de indruk wekken dat de prioriteitswet ook van toepassing is op "laureaten" die als Rijksambtenaar aan het vergelijkend examen hebben deelgenomen. Deze kunnen zich echter niet meer op prioriteit beroepen, want zij moeten worden geacht in de maatschappij opnieuw een plaats te hebben ingenomen. Om iedere betwisting daaromtrent te voorkomen, schrappe men de verwijzing naar de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, wat de rangschikking van de geslaagde Rijksambtenaren betreft.

De Raad van State stelt hierna voor het tweede tot het vierde lid van artikel 4 een tekst voor, die met dit alles rekening houdt.

\+

\+ \+

Bij het opstellen van de ontwerp-tekst lijkt uit het oog te zijn verloren dat sommige geslaagden die Rijksambtenaar zijn, aan het vergelijkend examen hebben deelgenomen, niet om in een in competitie gestelde betrekking te worden benoemd, maar om zich erop te kunnen beroepen dat zij voor dat examen geslaagd zijn als zij zich later aanmelden voor het examen dat zij voor bevordering door overgang moeten afleggen. Het betreft hier de toepassing van de artikelen 40 en 52 van het ontwerp "koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel" (L. 8595/1). Die geslaagden komen niet in aanmerking voor de toekenning van de

.../...

betrekkingen die bij dit vergelijkend examen te begeven zijn (artikel 40, derde lid, van genoemd ontwerp). Het ontwerp zou derhalve moeten worden aangevuld met bepalingen die de bijzondere toestand van die geslaagden regelen, alsook de soortgelijke toestand van geslaagde Rijksambtenaren van de niveaus 2 of 4, die weliswaar aán het vergelijkend examen hebben deelgenomen om in een van de in competitie gestelde betrekkingen te worden benoemd, maar van benoeming in die betrekkingen afzien om later te kunnen deelnemen, ofwel aan het examen voor leidinggevende ambten, bedoeld in artikel 40 van het hiervorengenoemde ontwerp, ofwel aan het examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid (artikel 52 van hetzelfde ontwerp).

+

Artikel 6 regelt de toekenning van de in competitie gestelde betrekkingen. In beginsel worden deze aan de geslaagden toegewezen "in de orde van de hun eigen rangschikkingsgroep door beurtelings voorrang te verlenen eerst aan een laureaat van de eerste groep, vervolgens aan een laureaat van de tweede groep". Die regel zou normaal hierop moeten neerkomen, dat de ene helft van de betrekkingen aan de geslaagde Rijksambtenaren en de andere aan buitenstaanders wordt toegekend. Op die regel is echter een belangrijke uitzondering, want het vierde lid van dit artikel bepaalt : "Ongeacht het nummer dat hij in de rangschikking bezet, geeft evenwel de aan het bestuur vreemde kandidaat zijn voorrang voor de benoeming op ten gunste van de kandidaten die als Rijksambtenaar ten minste evenveel punten behaalden als hij in het vergelijkend examen hoewel zij in hun groep een hoger rangschikkingsnummer bezetten dan eerstgenoemde".

.../...

Hier lette men op de eventuele wederzijdse terugslag van de regel van de beurtwisseling en van de regel welke voorrang verleent aan de geslaagde Rijksambtenaren, die meer punten hebben behaald dan de buitenstaanders.

Men moet er immers rekening mede houden dat er geslaagde Rijksambtenaren kunnen zijn die veel punten hebben behaald en die, de ene na de andere, de regel van de beurtwisseling tussen beide groepen onwerkzaam komen maken. Worden zij in hun groep gevolgd door geslaagde Rijksambtenaren, die minder punten hebben behaald dan een aantal buitenstaanders, die dus worden voorbijgegaan, dan rijst de vraag of de gelijkheid tussen de groepen daarna niet moet worden hersteld door achtereenvolgens een oproep te doen tot buitenstaanders tot dat evenveel kandidaten van beide groepen zijn toegelaten.

Was dat niet het geval, dan zouden enkele goede kandidaten van de eerste groep een aantal vrij middelmatige kandidaten van dezelfde groep met zich kunnen meeslepen, ten koste van goede kandidaten van de tweede groep.

In dit verband kan het volgende voorbeeld worden genomen : gesteld dat er in elke groep tien toelaatbare kandidaten zijn, met onderscheidenlijk de volgende punten :

.../...

Eerste groep		Tweede groep	
A_1	99 punten	B_1	80 punten
A_2	95 punten	B_2	75 punten
A_3	90 punten	B_3	70 punten
A_4	85 punten	B_4	68 punten
A_5	65 punten	B_5	67 punten
A_6	64 punten	B_6	66 punten
A_7	63 punten	B_7	65 punten
A_8	62 punten	B_8	64 punten
A_9	61 punten	B_9	63 punten
A_{10}	60 punten	B_{10}	62 punten

De eerste plaats komt normaal toe aan kandidaat A_1 en aangezien de kandidaten A_2, A_3 en A_4 het krachtens artikel 6, vierde lid, hebben gehaald op kandidaat B_1, zijn er dan reeds vier plaatsen toegekend aan kandidaten van de eerste groep.

Zou men daarna de volgende vier plaatsen niet moeten toekennen aan de kandidaten B_1, B_2, B_3 en B_4 van de tweede groep, die een beter resultaat hebben behaald dan kandidaat A_5 van de eerste groep, alvorens in afwisselende orde voort te gaan met A_5, B_5, A_6, B_6, A_7, B_7 ...?

Bedoelt de Regering het zo, dan ware de tekst te verduidelijken en moet artikel 6 worden aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt :

"Hebben een of meer kandidaten van de eerste groep die voorrang genoten, dan worden vervolgens, indien daartoe grond bestaat, de aldus voorbijgegane kandidaten van de tweede groep benoemd, voor zover zij meer punten hebben behaald dan de volgende kandidaat van de eerste groep".

.../...

Zonder zo'n tekst, zou men in het aangehaalde voorbeeld kunnen denken dat de kandidaten zouden moeten worden toegelaten in de volgende orde :
A_1, A_2, A_3, A_4, B_1, A_5, B_2, A_6, B_3, A_7, B_4, A_8, B_5, A_9, ...

Dit laatste systeem is wel overeen te brengen met de prioriteitswet, waarvan artikel 6, eerste lid, bepaalt : "De rechten, bij de artikelen 4 en 5 dezer wet verleend, zijn alleen van toepassing op de indiensttreding. Zij mogen ook niet aangevoerd worden tegen een ambtenaar, agent of beambte die een bevordering, een verandering van verblijfplaats of van betrekking aanvraagt in de openbare dienst waartoe hij reeds behoort".

Maar dan zou het ontwerp moeten worden aangevuld, ten einde het geval te regelen dat geslaagde Rijksambtenaren in competitie komen met geslaagde buitenstaanders, die volstrekte prioriteit hebben krachtens artikel 4, eerste lid, van de reeds genoemde prioriteitswet. Het ontwerp verliest immers uit het oog dat de punten van die prioriteitsgerechtigde buitenstaanders hun rangschikking ten opzichte van de overige kandidaten van hun groep niet bepalen. Voor hen moet dus een andere maatstaf worden gezocht, een maatstaf die getoetst moet worden aan een in een getal uitgedrukte maatstaf, en die dus zelf door een getal moet worden weergegeven. Hiervoor zou fictief het puntental kunnen worden genomen, behaald door de kandidaat van de tweede groep aan wie het hoogste puntental is toegekend.

+

\+ +

Artikel 8 bepaalt :

"Bij toepassing van artikel 6, § 1, laatste lid, van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders in Afrika, wordt de voorbehouden quota, in dit artikel bepaald, voor ieder vergelijkend examen voor werving in een vaste betrekking van de Rijksbesturen, vastgesteld op 50 t.h. van het aantal betrekkingen welke toegewezen worden aan de laureaten die als vreemden aan het bestuur aan het vergelijkend examen hebben deelgenomen".

Dit artikel is een maatregel tot uitvoering van de wet van 27 juli 1961 en is in het onderhavige ontwerp niet op zijn plaats.

Zoals die bepaling thans is gesteld, vergt zij overigens streng voorbehoud wat betreft de overeenstemming met artikel 6 van genoemde wet.

\+

\+ \+

De artikelen 17 en 18 verklaren sommige Ministers bevoegd tot het vaststellen van het programma van de examens en van de "essentiële inrichtingsmodaliteiten van die examens". Deze hebben, luidens het tweede lid van artikel 18, onder meer betrekking "op de inwendige inrichting van de examens, op de manier van kwoteren en op de bevoegdheid die van de leden der examencommissie wordt geëist".

Artikel 21 van het ontwerp "koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel" (L. 8594) bepaalt echter : "De algemene regelen betreffende de inrichting van de vergelijkende wervingsexamens ... worden door Ons bepaald". Er is dus enig gemis

van overeenstemming tussen die tekst en de artikelen 17 en 18 van het ontwerp.

Anderzijds moet worden gewezen op de nadelen welke de splitsing van de verordenende bevoegdheid inzake examenorganisatie kan opleveren. Aangezien geen enkele door de Koning vastgestelde en voor alle of voor sommige examens geldende algemene regel blijft bestaan, zullen de Ministers verplicht zijn, alvorens zij de regelen betreffende de examenorganisatie kunnen vaststellen of wijzigen, het advies van de bevoegde syndicale raad van advies in te winnen.

Tot dusver was de examenorganisatie alleen interdepartementaal geregeld, zodat zij onder de bevoegdheid viel van de algemene syndicale raad van advies, zelfs voor examens van een bepaald departement, omdat de bepalingen van het statuut en van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 daarop van toepassing waren. Het ontwerp nu, belast ieder Minister met de inrichting van de examens die uitsluitend op zijn departement betrekking hebben, hetgeen de verplichting meebrengt het advies van de departementale syndicale raad van advies te vragen. De syndicale raden zullen dus meer en meer worden geraadpleegd wegens het groeiend aantal reglementen betreffende de inrichting van examens.

\+

\+ +

In artikel 21 moeten alle besluiten worden vermeld die het koninklijk besluit van 20 januari 1939 hebben gewijzigd.

\+

\+ +

.../...

Over de vorm van het ontwerp zijn voorts een aantal opmerkingen te maken, die, evenals de voorgestelde nieuwe teksten, onder de desbetreffende artikelen gegroepeerd zijn.

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE WERVINGS- EN LOOPBAAN-EXAMENS VAN HET RIJKSPERSONEEL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid gewijzigd bij het koninklijk besluit van ...;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, inzonderheid gewijzigd bij het koninklijk besluit van ...;

Overwegende dat de wervingsexamens weliswaar bestemd zijn om de kandidaat op zijn bekwaamheid te toetsen, maar dat zij niet zozeer mogen dienen om de kennis van de schoolvakken te onderzoeken dan wel om te kunnen oordelen over zijn graad van vorming gelet op de bijzondere eisen van het ambt dat hij zal moeten uitoefenen;

Overwegende dat derhalve voor de vaststelling van de programma's en voor de praktische organisatie van de examens, soepele regels dienen te worden gevolgd;

.../...

Overwegende dat het, met het oog op gelijkwaardigheid tussen examens voor benoeming tot graden van eenzelfde niveau of rang, niettemin nodig is dat richtlijnen worden gegeven door de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort;

Overwegende dat een vlugge afwikkeling van de examens de doelmatigheid ervan bevordert;

Overwegende dat het daartoe wenselijk is de hoofden van administratie te belasten met de organisatie van sommige wervingsexamens alsook van alle loopbaanexamens, welke Rijksambtenaren later voor verhoging in eenzelfde niveau moeten afleggen;

Overwegende dat het invoeren van één vergelijkend examen, waaraan én Rijksambtenaren én buitenstaanders mogen deelnemen, de bevorderingskansen van die ambtenaren niet mag verminderen;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - VERGELIJKENDE WERVINGSEXAMENS.

Artikel 1.-

Ieder jaar in de loop van het eerste kwartaal, geven de Ministers aan de vaste wervingssecretaris kennis :

1° van het getal van de ambtenaren van iedere graad en van iedere taalrol van de niveaus 2, 3 en 4, die binnen de eerstvolgende twaalf maanden moeten worden aangeworven;

2° van de vergelijkende wervingsexamens die zij op grond van artikel 21 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 zelf wensen te organiseren.

In spoedgevallen kunnen ook op andere tijdstippen aanvullende mededelingen worden gedaan.

Artikel 2.-

De overheid die met de organisatie van het vergelijkend examen belast is, stelt de lijst van de kandidaten vast en roept hen op bij een ter post aangetekende brief.

Artikel 3.-

§ 1. De overheid die met de organisatie van een vergelijkend wervingsexamen belast is, kan de toelatingseisen, gesteld in artikel 16, § 1, eerste lid, 5° en 6°, en tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, wijzigen met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort als het vergelijkend examen door de vaste wervingssecretaris wordt georganiseerd, met instemming van deze laatste als het een ander vergelijkend examen betreft.

.../...

§ 2. Wanneer het aantal inschrijvingen voor een vergelijkend wervingsexamen, waarvoor alleen buitenstaanders opkomen, gelijk is aan of kleiner is dan het aantal in competitie gestelde betrekkingen, kan de overheid die met de organisatie van dat vergelijkend examen belast is, met de in § 1 bedoelde instemming, de kandidaten geheel of gedeeltelijk vrijstellen van het vergelijkend wervingsexamen.

Van die mogelijkheid mag alleen gebruik worden gemaakt als de eventuele vrijstelling bekendgemaakt is zoals voorgeschreven in artikel 21bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en voor de examengedeelten welke in die bekendmaking zijn vermeld.

Artikel 4.-

De geslaagden van de vergelijkende wervingsexamens worden in twee groepen ingedeeld.

De eerste groep omvat de geslaagden die aan het vergelijkend examen als Rijksambtenaar hebben deelgenomen. Deze worden in die groep gerangschikt volgens het aantal punten dat zij hebben behaald.

De tweede groep omvat de geslaagden die aan het vergelijkend examen als buitenstaander hebben deelgenomen. Onverminderd de toepassing van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, worden die geslaagden gerangschikt volgens het aantal punten dat zij hebben behaald.

.../...

Artikel 5.-

...

(tweede lid). Hij geeft aan alle kandidaten kennis van de uitslag ...

Artikel 6.-

...

(vierde lid). Ongeacht zijn nummer in de rangschikking geeft de buitenstaander echter zijn voorrang voor benoeming op ten gunste van de geslaagde Rijksambtenaren, die in het vergelijkend examen ten minste evenveel punten behaalden als hij, ofschoon zij in hun groep een minder gunstig rangschikkingsnummer hebben dan hij.

(vijfde lid). Hebben een of meer kandidaten ... (zie opmerking bij artikel 6).

Artikel 7.-

Wanneer alle kandidaten van een groep benoemd zijn, worden de nog beschikbare betrekkingen toegekend aan geslaagden van de andere groep.

Artikel 8.-

... (te schrappen) ...

Artikel 9.-

Met het oog op hun dienstaanwijzing, mogen de geslaagden hun voorkeur voor een bepaalde betrekking te kennen geven. Met hun verlangen wordt in de mate van het mogelijke en met inachtneming van hun rangschikking rekening gehouden.

De aanvragen ... (amendementen ingediend bij brief van de Minister van 28 november 1963).

Artikel 10.-

... (zie opmerking bij dit artikel) ...

HOOFDSTUK II. - LOOPBAANEXAMENS.

Artikelen 11 tot 14.-

... (tekst van de Regering) ...

Artikel 15.-

De examens tot vaststelling van de ... alsook alle andere loopbaanexamens die ...

Is er geen secretaris-generaal, dan wordt de organisatie van die examens, op aanwijzing van de bevoegde Minister, opgedragen aan de hiërarchisch hoogste ambtenaar van het betrokken Ministerie.

Artikel 16.-

... (tekst van de Regering) ...

HOOFDSTUK III. - ORGANISATIE VAN DE EXAMENS.

Artikelen 17 tot 20.-

... (tekst van de Regering, maar in artikel 17, §§ 1 en 2, en in artikel 19, de woorden "onder wiens

.../...

gezag de dienst ressorteert die met de schifting en de opleiding is belast" vervangen door de woorden "tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort") ...

HOOFDSTUK IV. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 21.-

Het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het vast wervingssecretariaat, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 januari 1940, 1 december 1958, 7 juli 1960, 16 februari, 23 maart en 24 maart 1961 en 16 augustus 1962, wordt opgeheven.

Artikelen 22 en 23.-

... (tekst van de Regering) ...

...

...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
le Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerandaise a été vérifiée sous le ontrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par . O.DE LEYE, substitut.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. O DE LEYE, substituut.

E GREFFIER - DE GRIFFIER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE.

(s) J. SUETENS.